

**Assemblée générale**

Soixante et unième session

Documents officiels

Distr. générale
23 janvier 2007
Français
Original: anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 32^e séance**Tenue au Siège, à New York, le vendredi 1^{er} décembre 2006, à 15 heures*Présidente :* M^{me} Intelmann (Estonie)**Sommaire**Point 42 de l'ordre du jour : Rapport du conseil économique et social (*suite*)Point 51 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (*suite*)a) Commerce international et développement (*suite*)d) Produits de base (*suite*)Point 53 de l'ordre du jour : Développement durable (*suite*)a) Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable (*suite*)Point 55 de l'ordre du jour : Mondialisation et interdépendance (*suite*)b) Migrations internationales et développement (*suite*)Point 69 : Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unis, y compris l'assistance économique spéciale (*suite*)b) Assistance économique spéciale à certains pays et à certaines régions (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 15 h 20.

Point 42 de l'ordre du jour : Rapport du Conseil économique et social (suite) (A/C.2/61/L.46/Rev.1)

Projet de résolution relative à la proclamation d'années internationales

1. **M. Bialek** (Australie) présente le projet de résolution A/C.2/61/L.46/Rev.1 au nom des coauteurs originaux et de l'Andorre, de Chypre, du Danemark, des États-Unis d'Amérique, de la France, d'Israël, de l'Italie, du Liechtenstein, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Saint-Marin, de la Suède et de la Suisse.

2. **La Présidente** annonce que l'Autriche, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, Monaco, la Norvège, la République de Moldova et la Serbie souhaitent également se porter coauteurs du projet de résolution.

3. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.46/Rev.1 est adopté.*

Point 51 de l'ordre du jour : Questions de politique macroéconomique (suite)

a) Commerce international et développement (suite) (A/C.2/61/L.14)

Projet de résolution sur le commerce international et le développement

4. **La Présidente** présente le projet de résolution A/C.2/61/L.14 qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme. Elle informe la Commission qu'un vote enregistré a été demandé.

5. **M. Le Roux** (Afrique du Sud), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le projet de résolution qui a été soumis à négociation a envoyé un signal fort à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) quant à l'importance d'une reprise des négociations. Le Groupe a élaboré ce texte de manière à reprendre toutes les questions contenues dans la Déclaration de Doha tout en évitant délibérément certaines questions particulières qui relèvent des négociations en cours à Genève. Le Groupe a estimé qu'il serait possible, en conservant un caractère général au projet de résolution, de parvenir plus vite à un consensus.

6. Le Groupe est très déçu qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un consensus. Il pense cependant

que le projet de résolution tel qu'il se présente à l'heure actuelle continue d'envoyer un signal très fort faisant ressortir le besoin de reprendre le Cycle de Doha et de mettre en œuvre l'objectif initial de la Déclaration de Doha afin qu'il soit tenu compte le plus rapidement possible du volet développement.

7. **M. Tarragô** (Brésil), parlant au nom du Marché commun du Sud (MERCOSUR), dit qu'il est regrettable que, pour la troisième année consécutive, la Commission ne soit pas parvenue à un consensus sur la résolution concernant le commerce international et le développement. Il est une fois de plus décevant que les délégations n'aient pas fait preuve de la clairvoyance nécessaire pour saisir l'occasion d'envoyer un message d'unité au sujet du Cycle de Doha pour le développement.

8. L'impasse à laquelle a abouti le Cycle de Doha est très préoccupante, notamment pour les membres de l'OMC. Les Nations Unies auraient pu créer un environnement favorable à la reprise des négociations de l'OMC afin que les promesses d'un système commercial multilatéral véritablement tourné vers le développement qui auraient dû être tenues il y a longtemps puissent finalement l'être, conformément aux déclarations faites par les dirigeants mondiaux dans diverses enceintes internationales. Au lieu de cela, en votant sur le projet de résolution, ce que la Commission fera passer comme message c'est qu'elle est divisée car certains pays sont foncièrement attachés au Cycle de Doha tandis que d'autres ont peut-être des doutes.

9. L'objectif le plus important à l'heure actuelle en matière de commerce et de développement est de remettre les négociations sur la bonne voie. Les divergences, bien que prononcées, ne devraient pas être irréconciliables. Les membres de l'OMC reconnaissent tous que chacun pourrait tirer de grands avantages d'un système commercial multilatéral équitable renforcé. Volonté politique et esprit constructif sont indispensables pour mener à bien le Cycle de Doha. MERCOSUR regrette que les délégations n'aient pas été capables de montrer une souplesse et un engagement suffisants pour surmonter les obstacles qui bloquent le consensus.

10. **M. Rosengren** (Finlande), expliquant son vote avant le scrutin au nom de l'Union européenne, des pays en voie d'adhésion (Bulgarie et Roumanie), des pays candidats (Croatie), de l'ex-République

yugoslave de Macédoine et de la Turquie, des pays participant au processus de stabilisation et d'association (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Serbie) et en outre de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que les pays concernés s'abstiendront lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/61/L.14.

11. L'Union européenne est déçue des résultats des consultations. Tout en appréciant les efforts considérables faits par toutes les parties, elle regrette qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un accord et de faire passer un message consensuel en vue de la reprise des négociations sur le programme de Doha pour le développement. Il est dans l'intérêt de tous les États de faire passer un tel message tout en prenant clairement acte des avantages qu'aurait l'aboutissement du Cycle de Doha.

12. L'Union européenne reste pleinement attachée au programme de Doha pour le développement qui continue d'être la priorité centrale de sa politique commerciale ainsi qu'à l'ouverture des marchés, à une libéralisation progressive du commerce et à des règles multilatérales plus fortes. Dans cet esprit, elle continuera de collaborer avec tous ses partenaires au sein de l'OMC en vue de l'aboutissement du Cycle de Doha. Les membres de l'OMC partagent tous la responsabilité de cet aboutissement auquel ils doivent tous contribuer dans la mesure de leurs moyens. L'Union européenne est tout à fait d'accord pour reconnaître que les pays en développement doivent faire moins que les pays développés. Cela dit, les pays émergents doivent également ouvrir leur marché, ne serait-ce que pour renforcer le commerce Sud-Sud et pour aider les pays les moins avancés, l'Union européenne pouvant néanmoins accepter que les pays en développement les plus pauvres ne prennent pas ou prennent très peu d'engagements en vue de l'ouverture de leur marché. Le programme de Doha pour le développement continue d'impliquer un effort que tous les membres de l'OMC doivent faire en commun et non pas un effort à sens unique.

13. Le représentant de la Finlande, sans chercher à énumérer tous les éléments du projet de résolution qui sont inacceptables pour l'Union européenne, souligne que ce projet est globalement déséquilibré. En particulier, l'Union européenne ne peut admettre de faire de la question de l'agriculture une question à part. Le programme de Doha pour le développement ne concerne pas seulement l'agriculture. Les analyses

économiques ont montré que les biens, les services et les règles dans le secteur industriel sont essentiels, comme l'agriculture, à la croissance et au développement. Ignorer d'autres secteurs ou en minimiser l'importance est une erreur et ne tient pas compte du caractère général et équilibré du programme de Doha pour le développement sur lequel tous les États se sont entendus.

14. Pour ce qui est d'autres questions intéressant les pays en développement telles que l'initiative Aide au commerce et l'accès hors taxe et hors quota aux marchés assuré aux produits des pays les moins avancés, le projet de résolution n'est pas à la mesure de tous les efforts déployés au cours des consultations pour parvenir à un texte consensuel. L'Union européenne regrette cette occasion manquée car elle demeure résolument favorable à l'adoption de mesures significatives pour le développement.

15. **M. Lawrence** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis sont un des pays qui s'emploient le plus à faire reconnaître l'intérêt de la libéralisation du commerce. Ils ont fait, l'année précédente à Hong Kong, des propositions audacieuses en quête de résultats ambitieux et viennent de proposer récemment une formule qui amènerait les principaux pays se livrant au commerce, tant développés qu'en développement, à prendre des mesures équilibrées susceptibles de permettre aux États de s'engager sur une voie aboutissant au succès du Cycle de Doha.

16. Le succès du Cycle de Doha contribuerait au développement, à l'élimination de la pauvreté et à la poursuite de l'intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral. La délégation des États-Unis espérait que la résolution à l'examen favoriserait les progrès du programme de Doha pour le développement. Elle a négocié de bonne foi et après avoir constaté que des progrès étaient en cours, a été déçue lorsque le Groupe des 77 et la Chine ont choisi de soumettre leur projet original à la place de la version en cours de négociation. La délégation des États-Unis souscrit à certains éléments du projet actuel mais y relève également plusieurs tentatives pour imposer les conditions d'une reprise des négociations de l'OMC ainsi que celles de leur aboutissement. Les États-Unis voteront donc contre le projet de résolution A/C.2/61/L.14.

17. **M. Maksimych** (Fédération de Russie) dit que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur le projet de

résolution A/C.2/61/L.14. Une décision sur une question de cette importance qui relève de la compétence de la Commission doit être prise par consensus. À son avis, la Commission n'a pas épuisé toutes les possibilités pour parvenir à ce consensus. Il espère que la Commission reviendra à l'avenir à la pratique consistant à adopter par consensus les résolutions portant sur le commerce international et le développement.

18. **M. Yun** Kang-hyeon (République de Corée) dit que le commerce est le moyen le plus efficace pour lutter contre la pauvreté et instaurer un développement durable. Il convient donc d'accorder une attention particulière au volet développement dans le cadre des discussions portant sur le système commercial international.

19. Le projet de résolution ne rend pas exactement compte de l'état des négociations de Doha. Pour assurer l'aboutissement des pourparlers, il y a lieu, qu'il s'agisse des procédures ou de l'issue finale, de prendre en compte les intérêts de tous les participants de manière équilibrée quel que soit le point abordé. Or, le texte soumis à la Commission ne traduit pas une telle approche.

20. Il importe de formuler une demande ferme et concertée en vue d'une reprise rapide et d'une conclusion satisfaisante des négociations. Il est donc regrettable qu'il faille procéder à un vote. La République de Corée tient beaucoup à une reprise rapide des négociations et escompte une issue équilibrée qui réponde aux attentes placées en elles, comme il en a été décidé à l'origine à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha en 2001. Pour ce faire, les États doivent élaborer une série de mesures significatives et équilibrées tout en traitant comme il convient du volet développement. Le texte soumis à la Commission ne répond pas à ces attentes. La délégation de la République de Corée s'abstiendra donc lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/61/L.14.

21. **M. Bialek** (Australie), parlant également au nom de la Nouvelle-Zélande, se dit déçu que les États Membres ne soient pas parvenus à dégager un consensus sur le projet de résolution, surtout à une étape aussi critique du Cycle de Doha. Le projet de résolution proposé ne fait pas beaucoup progresser les négociations et minimise le rôle important joué par un système commercial mondial fondé sur des règles

juridiques dans le renforcement de la croissance économique et du développement. Le régime commercial multilatéral réglementaire, tel qu'instauré par les accords de l'OMC, contribue énormément à la prospérité mondiale, à l'élimination de la pauvreté et au développement durable.

22. L'effet positif sur le développement que recherchent les auteurs du projet de résolution proviendra le plus probablement d'une amélioration de l'accès aux marchés dans le secteur agricole. Il faut à tout prix que dans ce secteur les résultats obtenus soient de grande envergure si l'on veut que l'OMC tienne ses promesses en matière de développement. Pour sortir de l'impasse actuelle, il faut que tous les membres de l'OMC fassent preuve de souplesse et de la volonté politique appropriée et qu'ils s'efforcent d'obtenir des résultats équilibrés et ambitieux qui seront bénéfiques à tous les membres de l'Organisation. La déclaration très ferme publiée récemment à Hanoi par les dirigeants du Conseil pour l'environnement de la région Asie-Pacifique (APEC) au sujet du commerce multilatéral met l'accent sur les domaines appelant des efforts concentrés.

23. **M^{me} Brown** (Canada) dit que depuis quelques semaines sa délégation collabore avec d'autres délégations pour parvenir à un consensus sur le projet de résolution. Il a semblé que les États avaient fait des progrès constructifs et que les délégations étaient disposées à poursuivre leurs négociations dans cet esprit. Il est donc regrettable que le Groupe des 77 et la Chine aient mis fin aux discussions en préférant présenter un texte qui est loin d'atteindre le but désiré.

24. La délégation canadienne est déçue par le projet de résolution présenté à la Commission et regrette qu'il n'ait pas été possible de s'entendre sur un libellé qui tienne compte de la nécessité de soutenir le Cycle de Doha à une étape aussi critique et sur le besoin pour tous les grands pays commerciaux appartenant à l'OMC de contribuer au progrès des négociations.

25. En divers points, le texte s'écarte des engagements pris ailleurs, voire les déforme. Au paragraphe 6, qui porte sur l'accès hors taxe et hors quota pour les pays les moins avancés, le libellé est incompatible avec l'accord conclu sur ce point lors de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Hong Kong en 2005 et avec le fait que cet accord repose sur l'issue du reste des négociations de l'OMC qui porte uniquement sur la mise en place de

volet développement de Doha. Le Canada est et demeure un défenseur résolu des pays les moins avancés. Son initiative en matière d'accès aux marchés pour les pays les moins avancés, en vigueur depuis 2003, est un des schémas de préférences les plus complets en place dans les pays développés.

26. Le paragraphe 12 donne à tort l'impression que les règles régissant les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) sont incompatibles avec la Convention sur la diversité biologique. Le Canada fait valoir depuis longtemps qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre les deux et que les deux accords peuvent être mis en œuvre de manière complémentaire.

27. Les paragraphes 15 et 16 ne sont pas davantage acceptables car ils vont bien au-delà du texte convenu issu des recommandations des groupes de travail de l'OMC sur le cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce à l'intention des pays les moins avancés et sur l'initiative Aide au commerce.

28. Enfin, les références à des « mesures économiques contraignantes » au paragraphe 5 et à une « utilisation arbitraire et abusive » au paragraphe 9 sont injustifiées.

29. Pour toutes ces raisons, le Canada s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/61/L.14.

30. **M. Ali** (République arabe syrienne) souhaite savoir quelle est la délégation qui a demandé un vote enregistré.

31. **La Présidente** répond qu'il s'agit de la délégation des États-Unis.

32. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.2/61/L.14.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Équateur, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran

(République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Moldova, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine.

33. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.14 est adopté par 107 voix contre une, avec 52 abstentions.*

34. **M^{me} Nagahara** (Japon) dit que le Japon, qui estime que la facilitation du commerce est d'une importance vitale pour les pays en développement, a participé dans un esprit constructif à la discussion sur le projet de résolution. Il est donc regrettable que la Commission ne soit pas parvenue à un consensus et qu'un texte ait été proposé qui ne tient pas vraiment compte des négociations. Les pays développés et les pays en développement doivent faire passer ensemble un message positif et équilibré en vue d'une reprise rapide et d'un aboutissement satisfaisant du Cycle de

Doha. Le projet de résolution en question n'ayant pas fait passer un tel message, le Japon s'est abstenu lors du vote. Le Japon continue de soutenir la facilitation du commerce et la croissance économique des pays en développement au moyen de son initiative en faveur du développement annoncée en décembre 2005, à l'occasion de laquelle il a déclaré être déterminé à assurer un accès hors taxe et hors quota pour pratiquement tous les produits provenant de tous les pays les moins avancés et à contribuer à mettre en place l'infrastructure nécessaire. Le Japon fera tout ce qui est en son pouvoir pour favoriser la reprise rapide et la conclusion du Cycle de Doha.

35. **M^{me} Houngbedji** (Bénin), parlant au nom de l'ensemble des pays les moins avancés, relève que presque toutes les délégations qui ont expliqué leur position ont proclamé que leur pays soutenait ces pays et leur ouvrait leur marché. Malheureusement, au moment de traduire cet engagement en termes contraignants dans le texte d'une résolution, ces mêmes délégations se montrent réticentes. Il s'agit avant tout, comme il a été réaffirmé dans le Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés ainsi qu'à Doha et à Hong Kong, d'ouvrir clairement l'accès aux marchés à tous les pays les moins avancés et à tous leurs produits. Jusqu'à ce que l'Assemblée générale réussisse à faire passer un message clair sur ce point, les pays les moins avancés se tiendront prêts à prendre toutes les mesures possibles. Dans l'intervalle, l'Assemblée générale doit se montrer cohérente avec ce message dans les actions qu'elle entreprend.

d) Produits de base (suite)
(A/C.2/61/L.2 et L.52)

Projet de résolution relative à l'Année internationale des fibres naturelles

36. **La Présidente** présente le projet de résolution A/C.2/61/L.52 qui est soumis par M^{me} Gomes (Portugal), Rapporteur de la Commission, sur la base des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/61/L.2. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

37. **M^{me} Gomes** (Portugal), Rapporteur, apporte oralement au projet de résolution A/C.2/61/L.52 les corrections suivantes : au paragraphe 3, le membre de phrase « conformément aux directives applicables aux années internationales et aux anniversaires, telles

qu'elles figurent dans l'annexe à la résolution 1980/67 du Conseil économique et social, » et, au paragraphe 4, le membre de phrase « conformément aux directives du Conseil économique et social » doivent être tous deux supprimés.

38. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.52 corrigé oralement est adopté.*

39. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.2 est retiré.*

Point 53 de l'ordre du jour : Développement durable (suite)

a) Mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable (suite) (A/C.2/61/L.16 et L.51)

Projet de résolution sur l'Année internationale de l'assainissement 2008

40. **La Présidente** présente le projet de résolution A/C.2/61/L.51 qui est soumis par M. Fonseca (Brésil), Vice-Président, sur la base des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/61/L.16. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

41. **M. Elbakly** (Égypte) dit que la Barbade, le Bélarus, le Brunéi Darussalam, Chypre, le Danemark, la Grèce, le Honduras, l'Irlande, Israël, le Mexique et Monaco se sont portés coauteurs du projet de résolution.

42. **La Présidente** dit que l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Autriche, le Bangladesh, la Bolivie, le Burundi, le Cambodge, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Croatie, Cuba, Dominique, l'Érythrée, la Gambie, la Grenade, la Hongrie, l'Indonésie, le Kirghizistan, le Liban, le Lesotho, le Malawi, le Maroc, la Mongolie, le Pérou, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la République dominicaine, la République islamique d'Iran, la République-Unie de Tanzanie, la Tunisie, l'Uruguay, le Vietnam, la Zambie et le Zimbabwe souhaitent également se porter coauteurs.

43. **M. Fonseca** (Brésil), Vice-Président, retire le projet de résolution A/C.2/61/L.51 et présente le même texte en tant que projet de résolution A/C.2/61/L.16/Rev.1. Il espère que ce projet sera adopté par consensus.

44. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.16/Rev.1 est adopté.*

45. **M. Kodera** (Japon) dit que le moment pour adopter la résolution a été bien choisi : la résolution a été adoptée la même année que le *Rapport sur le développement humain 2006* qui met également l'accent sur les questions d'eau et d'assainissement et appelle à l'établissement d'un partenariat mondial actif. Le représentant du Japon espère que les deux documents feront prendre conscience de la pénurie d'eau potable et de moyens d'assainissement de base et faciliteront la prise de mesures appropriées aux niveaux local, national et international.

Point 55 de l'ordre du jour : Mondialisation et interdépendance (suite)

b) Migrations internationales et développement (suite) (A/C.2/61/L.12 et L.47*)

Projet de résolution sur les migrations internationales et le développement

46. **La Présidente** présente le projet de résolution A/C.2/61/L.47* qui est soumis par M. Barry (Sénégal), Vice-Président, sur la base des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/61/L.12. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

47. **M. Barry** (Sénégal), Vice-Président, recommande à la Commission d'adopter le projet de résolution et exprime l'espoir que cette adoption se fera par consensus.

48. **M. Suárez Salvia** (Argentine) propose d'apporter des modifications à la traduction espagnole du dernier alinéa du préambule du projet de résolution : les mots « una iniciativa dirigida por los Estados » doivent être transférés à la fin de l'alinéa et le mot « los » doit être supprimé.

49. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.47* est adopté.*

50. **M. Le Roux** (Afrique du Sud), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, exprime ses remerciements au Facilitateur pour les efforts que celui-ci a faits afin de parvenir à un consensus. Dans la poursuite des objectifs de développement convenus au plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement, il convient d'aborder les problèmes de manière ciblée afin d'inverser le processus de sous-développement, de pauvreté et de

fuite des compétences. Plus particulièrement, « l'exode des cerveaux » constitue un problème sérieux pour les pays en développement et continue d'exiger l'attention de la Commission.

51. Il est fondamental d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement si l'on veut éliminer la pauvreté et le chômage, favoriser un développement durable, réduire le recours à la migration forcée et clandestine et ainsi faciliter une migration choisie. La migration forcée et ses effets économiques sur les pays d'accueil méritent un examen attentif, notamment en ce qui concerne les situations que connaissent les réfugiés et les personnes déplacées par suite d'une occupation étrangère et d'un conflit armé, car on ne peut escompter aucun développement véritable dans de telles circonstances.

52. Le représentant de l'Afrique du Sud espère qu'un débat constructif aura lieu sur le point 55 b) au cours de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale et plus particulièrement que ce débat portera sur les options ouvertes en vue d'un suivi approprié du Dialogue de haut niveau à l'ONU.

53. **M^{me} Fernández** (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, relève que, à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, un débat constructif aura lieu sur les suites du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement et se félicite que le suivi de ce dialogue ait déjà commencé. À cet égard, elle attire l'attention sur la Conférence ministérielle UE-Afrique sur la migration et le développement qui s'est tenue pendant la semaine en Jamahiriya arabe libyenne. Elle attend avec un intérêt particulier le Forum mondial sur les migrations et le développement qui doit se tenir en Belgique en 2007. Enfin, elle exprime ses remerciements au Facilitateur pour les efforts qu'il a faits afin de maintenir l'esprit positif du Dialogue de haut niveau tout au long des intenses négociations qui se sont tenues sur la résolution.

54. **M. Siregar** (Indonésie) exprime ses remerciements à toutes les délégations qui ont participé aux négociations sur la résolution et félicite la Commission pour être parvenue à un consensus sur une question de cette importance.

55. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.12 est retiré.*

Point 69 : Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unis, y compris l'assistance économique spéciale *(suite)*

b) Assistance économique spéciale à certains pays et à certaines régions
(suite) (A/C.2/61/L.10/Rev.2)

Projet de résolution relatif à l'assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola

56. **La Présidente** présente le projet de résolution A/C.2/61/L.10/Rev.2 qui est soumis par M. Gaspar Martins (Angola), sur la base des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/61/L.10/Rev.1. Le projet de résolution n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

57. **M. Gaspar Martins** (Angola) dit que Antigua-et-Barbuda, l'Azerbaïdjan, Chypre, la Finlande, l'Italie, le Kazakhstan, le Suriname, l'Ukraine et la Zambie doivent être ajoutés à la liste des coauteurs.

58. **La Présidente** annonce que l'Afghanistan, la Barbade, le Burundi, le Cameroun, le Chili, le Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, l'Érythrée, l'Espagne, la Gambie, le Ghana, la Grèce, le Guyana, Haïti, le Honduras, la Jamahiriya arabe libyenne, la Jordanie, le Lesotho, le Liban, le Libéria, le Mali, le Niger, les Pays-Bas, le Portugal, la République centrafricaine, la République islamique d'Iran, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal et la Trinité-et-Tobago se sont portés coauteurs.

59. *Le projet de résolution A/C.2/61/L.10/Rev.2 est adopté.*

60. **M. Gaspar Martins** (Angola) se félicite de l'accent mis dans la résolution sur la prise en main par le pays, reconnaissant ainsi l'autorité revenant à l'Angola pour la poursuite d'une croissance économique et d'un développement durables; en fait, la prise en main par le pays concerné est essentielle au succès de tout mécanisme établi à l'issue d'un conflit. Le représentant de l'Angola est donc extrêmement reconnaissant à tous les États Membres d'être parvenus à un consensus sur le texte de la résolution.

La séance est levée à 16 h 30.